



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

politique de la santé

Question écrite n° 73877

Texte de la question

M. Jean-Pierre Abelin appelle la plus vive attention de Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité sur la diminution inquiétante du nombre de cancérologues dans les années à venir et sur le retard dans l'équipement en techniques de pointe. Alors que 700 000 Français sont atteints d'un cancer et que 250 000 nouveaux cas sont désormais diagnostiqués chaque année, le nombre d'oncologues et de radiothérapeutes ne cesse de diminuer. Aujourd'hui, ils sont entre 900 et 1 000 sur la totalité du territoire ; en 2010, ils ne seront plus que 500. Or, la moyenne d'âge dans ces disciplines est déjà supérieure à cinquante ans et les experts prévoient qu'un tiers des effectifs partira à la retraite dans les sept à huit ans à venir, sans être remplacé. Le peu de moyens accordés à la recherche et à l'équipement illustre le manque d'ambition de la politique gouvernementale de lutte contre le cancer. Lors de précédentes questions écrites n° 53271 du 6 novembre 2000 et n° 54769 du 4 décembre 2000, il avait demandé au Gouvernement les mesures qu'il comptait prendre afin de combler le sous-équipement en appareils d'imagerie par résonance magnétique et souhaitait connaître les dispositions prises par les ministères concernés pour revaloriser les moyens de lutte contre le cancer et mettre en place une véritable politique de mise en réseau des équipes médicales et des établissements de santé. N'ayant jamais obtenu de réponse à ces deux questions, il en renouvelle les termes et souhaiterait connaître les raisons du retard dans l'installation des 200 IRM promis par le Gouvernement. Par ailleurs, la France n'est toujours dotée que de quatre PET Scan, un appareil diagnostique ultraperfectionné dont le coût unitaire excède largement 1,5 million d'euros, alors que l'Allemagne en possède dix fois plus. Par conséquent, il lui demande quelles mesures elle compte prendre afin d'éviter que la performance de la France en cancérologie, jusqu'à présent inégalée dans les autres pays, ne chute en raison d'un manque de moyens. Il souhaiterait également que le Gouvernement apporte son soutien à cette profession afin que le cancer, aujourd'hui encore très répandu dans notre pays connaisse enfin une diminution sensible.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Abelin](#)

Circonscription : Vienne (4^e circonscription) - Union pour la démocratie française-Alliance

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 73877

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : emploi et solidarité

Ministère attributaire : affaires sociales, travail et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 mars 2002, page 1209